

KIT DE FORMATION «AIDES D'ETAT» GLOSSAIRE



- **Actifs corporels** : les actifs consistant en des terrains, bâtiments, machines et équipements.
- **Actifs incorporels** : les actifs n'ayant aucune forme physique ni financière tels que les brevets, les licences, le savoir-faire ou d'autres types de propriété intellectuelle.
- **Aide Ad Hoc** : aide publique allouée à une entreprise en dehors d'un régime d'aide notifié ou exempté de notification.
- **Aide d'Etat** : aide publique à une entreprise réunissant les 5 critères de l'article 107.1 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) et donc soumise à la réglementation européenne de la concurrence définie par les institutions européennes : une aide d'Etat est une aide publique, sélective, allouée à une entreprise, susceptible de fausser la concurrence et affectant les échanges entre les Etats membres.
- **Aide exemptée** : aide publique répondant aux critères de la notion d'aide d'Etat mais dispensée de la procédure de notification prévue à l'article 108.3 du TFUE car elle respecte les conditions d'un règlement d'exemption de notification adopté par la Commission européenne. L'aide exemptée a fait l'objet d'une procédure d'information à la Commission européenne - excepté lorsqu'elle est basée sur un règlement « de minimis » - et peut être mise en œuvre sans autorisation de cette dernière.
- **Aides « De minimis »** : aides publiques aux entreprises pouvant être mises en œuvre sans procédure de notification préalable et suspensive et sans procédure d'information à la Commission européenne, parce qu'elles respectent les conditions d'un règlement d'exemption « de minimis ». Ces aides ne sont pas considérées fausser la concurrence car elles ne respectent pas tous les éléments de la notion d'aide d'Etat prévue à l'article 107.1 du TFUE.
- **Aide individuelle** : i) une aide ad hoc, et ii) une aide octroyée à un bénéficiaire individuel sur la base d'un régime d'aides.
- **Aide notifiée** : aide publique à une entreprise répondant aux critères de la notion d'aide d'Etat et faisant l'objet d'une procédure préalable de demande d'autorisation auprès de la Commission européenne (procédure de notification prévue à l'article 108.3 du TFUE). L'aide ne peut être mise en œuvre qu'à partir du moment où l'accord formel de la Commission européenne est obtenu.

KIT DE FORMATION «AIDES D'ETAT» GLOSSAIRE



- **Avance récupérable** : un prêt en faveur d'un projet versé en une ou plusieurs tranches et dont les conditions de remboursement dépendent de l'issue du projet.
- **Commercialisation de produits agricoles** : la détention ou l'exposition en vue de la vente, de la mise en vente, de la livraison ou de toute autre forme de mise sur le marché, à l'exception de la première vente par un producteur primaire à des revendeurs ou à des transformateurs et de toute activité consistant à préparer un produit en vue de cette vente. Une vente par un producteur primaire aux consommateurs finaux est considérée comme une commercialisation si elle a lieu dans des locaux distincts réservés à cette activité.
- **Communication** : acte juridique informel adopté par la Commission européenne publié au Journal Officiel de l'Union Européenne (série C), destiné à préciser et interpréter la doctrine de la Commission sur certaines catégories d'aides publiques aux entreprises ; ces textes ne permettent pas aux pouvoirs publics de mettre en œuvre des aides publiques aux entreprises sans engager préalablement de procédure suspensive de notification des aides à la Commission européenne.
- **Coût salarial** : le montant total effectivement à la charge du bénéficiaire de l'aide d'État pour l'emploi considéré, comprenant, sur une période de temps définie, le salaire brut (avant impôt) et les cotisations obligatoires telles que les cotisations de sécurité sociale et les frais de garde d'enfants et de parents.
- **Date d'octroi de l'aide** : la date à laquelle le droit légal de recevoir l'aide est conféré au bénéficiaire en vertu de la réglementation nationale applicable.
- **Décision d'exemption** : acte juridique formel adopté par la Commission européenne, qui a un effet juridique direct dans le droit interne dès le jour de son entrée en vigueur après sa publication au Journal Officiel de l'Union européenne (série L). Cette décision permet aux pouvoirs publics de mettre en œuvre des aides publiques aux entreprises sans avoir à engager de procédure préalable et suspensive de notification des aides à la Commission européenne.
- **Encadrement** : acte juridique informel adopté par la Commission européenne sous forme de communication publié au Journal Officiel de l'Union Européenne (série C), également destiné à préciser et interpréter la doctrine de la Commission sur certaines catégories d'aides publiques aux entreprises. Ces textes ne permettent pas aux pouvoirs publics de mettre en œuvre des aides publiques aux entreprises sans engager préalablement de procédure suspensive de notification des aides à la Commission européenne.

KIT DE FORMATION «AIDES D'ETAT» GLOSSAIRE



- **Entreprise** : toute entité quelle que soit sa forme juridique qui exerce une activité économique, matérialisée par la mise sur le marché de bien ou de services. L'entreprise peut avoir un statut public ou privé.
- **Equivalent-subvention** : Modalité de calcul permettant de mesurer l'élément de subvention que contient une aide publique à une entreprise qui n'est pas allouée sous forme de subvention, mais sous forme de prêt, d'avance remboursable, de garantie ou d'intervention en capital ; le montant auquel s'élèverait l'aide si elle avait été fournie au bénéficiaire sous la forme d'une subvention, avant impôts ou autres prélèvements.
- **Entreprise en difficulté** : une entreprise remplissant au moins une des conditions suivantes :
 - a) s'il s'agit d'une société à responsabilité limitée (autre qu'une PME en existence depuis moins de trois ans ou, aux fins de l'admissibilité au bénéfice des aides au financement des risques, une PME exerçant ses activités depuis moins de sept ans après sa première vente commerciale et qui peut bénéficier d'investissements en faveur du financement des risques au terme du contrôle préalable effectué par l'intermédiaire financier sélectionné), lorsque plus de la moitié de son capital social souscrit a disparu en raison des pertes accumulées. Tel est le cas lorsque la déduction des pertes accumulées des réserves (et de tous les autres éléments généralement considérés comme relevant des fonds propres de la société) conduit à un montant cumulé négatif qui excède la moitié du capital social souscrit. Aux fins de la présente disposition, on entend par «société à responsabilité limitée» notamment les types d'entreprises mentionnés à l'annexe I de la directive 2013/34/UE du Parlement européen et du Conseil (1) et le «capital social» comprend, le cas échéant, les primes d'émission,
 - b) s'il s'agit d'une société dont certains associés au moins ont une responsabilité illimitée pour les dettes de la société (autre qu'une PME en existence depuis moins de trois ans ou, aux fins de l'admissibilité au bénéfice des aides au financement des risques, une PME exerçant ses activités depuis moins de sept ans après sa première vente commerciale et qui peut bénéficier d'investissements en faveur du financement des risques au terme du contrôle préalable effectué par l'intermédiaire financier sélectionné), lorsque plus de la moitié des fonds propres, tels qu'ils sont inscrits dans les comptes de la société, a disparu en raison des pertes accumulées. Aux fins de la présente disposition, on entend par «société dont certains associés au moins ont une responsabilité illimitée pour les dettes de la société» en particulier les types de sociétés mentionnés à l'annexe II de la directive 2013/34/UE,
 - c) lorsque l'entreprise fait l'objet d'une procédure collective d'insolvabilité ou remplit, selon le droit national qui lui est applicable, les conditions de soumission à une procédure collective d'insolvabilité à la demande de ses créanciers,
 - d) lorsque l'entreprise a bénéficié d'une aide au sauvetage et n'a pas encore remboursé le prêt ou mis fin à la garantie, ou a bénéficié d'une aide à la restructuration et est toujours soumise à un plan de restructuration,



Premier ministre
Ministère des Outre-Mer

Avec :

Commissariat général
à l'égalité des territoires
Direction générale
à l'Outre-Mer



L'Europe s'engage en France
avec le fonds européen de
développement régional et le
fonds social européen.



KIT DE FORMATION «AIDES D'ETAT» GLOSSAIRE



e) dans le cas d'une entreprise autre qu'une PME, lorsque depuis les deux exercices précédents:
1) le ratio emprunts/capitaux propres de l'entreprise est supérieur à 7,5; et 2) le ratio de couverture des intérêts de l'entreprise, calculé sur la base de l'EBITDA, est inférieur à 1,0 ;

- **Exemption** : procédure d'autorisation des aides publiques aux entreprises qui dispense les pouvoirs publics d'engager une procédure de notification préalable et suspensive des aides à la Commission européenne, dès lors que les aides sont basées sur un règlement d'exemption de notification et en respectent toutes les conditions.
- **Grande Entreprise** : entreprise ne répondant pas aux critères de nombre de salariés, de seuils financiers et d'indépendance de la définition l'annexe 1 du règlement général d'exemption par catégorie n°651-2014.
- **Grand projet** : projet d'une entreprise susceptible de recevoir des aides publiques, dont la taille dépasse les seuils exemptés de notification fixés par la Commission européenne dans les règlements d'exemption. Les aides aux grands projets des entreprises doivent faire l'objet d'une procédure préalable et suspensive de notification à la Commission européenne.
- **Incitativité** : principe selon lequel une aide publique allouée à une entreprise doit avoir un effet incitatif sur cette dernière pour être compatible avec les règles européennes de concurrence.
- **Infrastructure réservée** : une infrastructure construite pour une ou des entreprises identifiables au préalable et adaptée à leurs besoins.
- **Intensité de l'aide** : le montant brut de l'aide exprimé en pourcentage des coûts admissibles, avant impôts ou autres prélèvements.
- **Intermédiaire financier** : tout établissement financier, quelle que soit sa forme ou sa structure de propriété, y compris les fonds de fonds, les fonds de capital-investissement privés, les fonds de placement publics, les banques, les établissements de microfinancement et les sociétés de garantie.
- **Lignes directrices** : acte juridique informel adopté par la Commission européenne sous forme de communication publié au Journal Officiel de l'Union Européenne (série C), également destiné à préciser et interpréter la doctrine de la Commission sur certaines catégories d'aides publiques aux entreprises. Ces textes ne permettent pas aux pouvoirs publics de mettre en œuvre des aides publiques aux entreprises sans engager préalablement de procédure suspensive de notification des aides à la Commission européenne.

KIT DE FORMATION «AIDES D'ETAT» GLOSSAIRE



- **Marge d'exploitation** : la différence entre les revenus actualisés et les coûts d'exploitation actualisés sur la durée de vie correspondante de l'investissement, lorsque cette différence est positive. Les coûts d'exploitation comprennent les coûts tels que ceux liés au personnel, aux matériaux, aux services contractés, aux communications, à l'énergie, à la maintenance, aux locations, à l'administration, mais ne comprennent pas, aux fins du présent règlement, les charges d'amortissement ni les coûts de financement si ceux-ci ont été couverts par une aide à l'investissement.
- **PME** : petite et moyenne entreprise répondant aux critères de nombre de salariés, de seuils financiers et d'indépendance de la définition l'annexe 1 du règlement général d'exemption par catégorie n°651-2014.
- **Prénotification** : procédure de négociation préalable avec la Commission européenne d'une aide individuelle ou d'un régime d'aide publique aux entreprises, qui vise à préparer et de faciliter le déroulement la procédure de notification formelle des aides.
- **Procédure de mise en concurrence** : une procédure d'appels d'offres non discriminatoire qui prévoit la participation d'un nombre suffisant d'entreprises et selon laquelle l'aide est octroyée sur la base soit de l'offre initiale soumise par le soumissionnaire soit d'un prix d'équilibre. En outre, le budget ou le volume lié à l'appel d'offres doit être contraignant, de telle sorte que tous les soumissionnaires ne peuvent pas bénéficier d'une aide.
- **Production agricole primaire** : la production de produits du sol et de l'élevage, énumérés à l'annexe I du traité, sans exercer d'autre opération modifiant la nature de ces produits.
- **Produit agricole** : les produits énumérés à l'annexe I du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, à l'exclusion des produits de la pêche et de l'aquaculture énumérés à l'annexe I du règlement (UE) no 1379/2013.
- **Produit de la pêche** : les organismes aquatiques résultant d'une activité de pêche ou les produits qui en sont issus tels qu'ils sont énumérés à l'annexe 1 du règlement UE n°1379/2013 du 11 décembre 2013.

KIT DE FORMATION «AIDES D'ETAT» GLOSSAIRE



- **Régime d'aide** : dispositif d'aide publique aux entreprises (répondant aux critères de la notion d'aide d'Etat) mis en place par l'Etat ou les collectivités publiques, matérialisé dans un texte juridique de mise en œuvre qui fixe les règles des interventions publiques (niveaux d'aide, assiette, intensité, procédure etc.) *[toute disposition sur la base de laquelle, sans qu'il soit besoin de mesures d'application supplémentaires, des aides individuelles peuvent être accordées à des entreprises définies d'une manière générale et abstraite dans ladite disposition, et toute disposition sur la base de laquelle une aide non liée à un projet spécifique peut être octroyée à une ou à plusieurs entreprises pour une période indéterminée et/ou pour un montant indéterminé].*
- **Régime d'aide cadre** : dispositif d'aides publiques aux entreprises (répondant aux critères de la notion d'aide d'Etat), susceptible d'être utilisé par plusieurs collectivités publiques au sein d'un Etat, matérialisé dans un texte juridique de mise en œuvre qui fixe les règles des interventions publiques (niveaux d'aide, assiette, intensité, procédure etc.).
- **Régime d'aide exempté** : dispositif d'aides publiques aux entreprises (répondant aux critères de la notion d'aide d'Etat) dispensé de la procédure de notification prévue à l'article 108.3 du TFUE, car il respecte les conditions d'un règlement d'exemption de notification adopté par la Commission européenne; le régime d'aide exempté a fait l'objet d'une information à la Commission européenne et peut être mis en œuvre sans autorisation de cette dernière.
- **Régime d'aide notifié** : dispositif d'aides publiques aux entreprises (répondant aux critères de la notion d'aide d'Etat) faisant l'objet d'une procédure préalable de demande d'autorisation auprès de la Commission européenne (procédure de notification prévue à l'article 108.3 du TFUE), les aides du régime d'aide ne pouvant être mises en œuvre qu'une fois l'accord formel de celle-ci obtenu.
- **Régions périphériques** : les régions ultrapériphériques, Malte, Chypre, Ceuta et Melilla, les îles appartenant au territoire d'un Etat membre et les zones à faible densité de population.
- **Régions ultrapériphériques** : les régions définies à l'article 349 du traité. Conformément à la décision du Conseil européen 2010/718/UE, le 1er janvier 2012, Saint-Barthélemy a cessé d'être une région ultrapériphérique. Conformément à la décision du Conseil européen 2012/419/UE, le 1er janvier 2014, Mayotte est devenue une région ultrapériphérique.



Premier ministre
Ministère des Outre-Mer

Avec :

Commissariat général
à l'égalité des territoires
Direction générale
à l'Outre-Mer



L'Europe s'engage en France
avec le fonds européen de
développement régional et le
fonds social européen.



KIT DE FORMATION «AIDES D'ETAT» GLOSSAIRE



- **Règlement d'Exemption** : acte juridique formel adopté par la Commission européenne ou par le Conseil des ministres de l'Union et le Parlement européen, qui a un effet juridique direct dans le droit interne dès le jour de son entrée en vigueur après sa publication au Journal Officiel de l'Union européenne (série L). Ce règlement permet aux pouvoirs publics de mettre en œuvre des aides publiques aux entreprises sans avoir à engager de procédure préalable et suspensive de notification des aides à la Commission européenne.
- **Règles de cumuls d'aides** : règles adoptées par la Commission européenne, destinées à encadrer les cas où le projet d'une entreprise est susceptible de bénéficier de plusieurs aides publiques différentes.
- **Secteur de la pêche et de l'aquaculture** : le secteur économique qui couvre toutes les activités de production, de transformation et de commercialisation des produits de la pêche ou de l'aquaculture.
- **Service d'intérêt Economique Général (SIEG)** : service public destiné à la population (ou bénéficiant à la société dans son ensemble) ayant été défini par une collectivité publique, dont la gestion a été confiée par mandat à une entreprise, qui comporte des obligations de service public (OSP) et qui donne lieu au versement d'une compensation financière publique de la collectivité à l'entreprise.
- **Taux de rendement équitable** : le taux de rendement escompté équivalant à un taux d'actualisation ajusté pour tenir compte du niveau de risque lié à un projet et prenant en considération la nature et le volume des capitaux que les investisseurs privés projettent d'investir.
- **Transformation de produits agricoles** : toute opération portant sur un produit agricole qui aboutit à un produit qui est aussi un produit agricole, à l'exception des activités réalisées dans l'exploitation agricole qui sont nécessaires à la préparation d'un produit animal ou végétal destiné à la première vente.
- **Transport** : le transport de passagers par aéronef, voie maritime, route, chemin de fer ou voies navigables intérieures ou des services de transport de marchandises pour compte d'autrui.



Premier ministre
Ministère des Outre-Mer

Avec :

Commissariat général
à l'égalité des territoires
Direction générale
à l'Outre-Mer



L'Europe s'engage en France
avec le fonds européen de
développement régional et le
fonds social européen.



KIT DE FORMATION «AIDES D'ETAT» GLOSSAIRE



- **Travailleur défavorisé** : toute personne :
 - a) qui n'exerce aucune activité régulière rémunérée depuis les 6 derniers mois,
 - ou b) dont l'âge se situe entre 15 et 24 ans,
 - ou c) qui n'a pas atteint le niveau du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ni obtenu des qualifications professionnelles (Classification internationale type de l'éducation 3) ou qui a achevé des études à temps plein depuis un maximum de deux ans et n'a pas encore exercé d'activité régulière rémunérée,
 - ou d) qui a plus de 50 ans,
 - ou e) qui vit seule et a à sa charge une ou plusieurs personnes,
 - ou f) qui travaille dans un secteur ou dans une profession dans un État membre où le déséquilibre des sexes est supérieur d'au moins 25 % au déséquilibre moyen des sexes dans l'ensemble des secteurs économiques dudit État membre, et qui fait partie du sexe sous-représenté,
 - ou g) qui est membre d'une minorité ethnique d'un État membre, qui a besoin de renforcer sa formation linguistique, sa formation professionnelle ou son expérience professionnelle pour augmenter ses chances d'obtenir un emploi stable.
- **Travailleur handicapé** : toute personne: a) reconnue comme travailleur handicapé en vertu du droit national, ou b) présentant une ou des incapacités physiques, mentales, intellectuelles ou sensorielles durables dont l'interaction avec diverses barrières peut faire obstacle à sa pleine et effective participation à un environnement de travail sur la base de l'égalité avec les autres travailleurs.
- **Zone assistée** : toute zone désignée sur une carte des aides à finalité régionale approuvée pour la période allant du 1.7.2014 au 31.12.2020, en application de l'article 107, paragraphe 3, points a) ou c), du traité.